

## édito

### Un nouveau logo pour EpE

Sous l'impulsion du Président Bruno Lafont, la stratégie d'EpE a été redéfinie et il a paru logique de marquer cette dynamique par une nouvelle image.

Plus moderne, parce que le soin croissant de l'environnement crée de nouveaux produits et services pour de nouveaux modes de consommation, de nouvelles façons de travailler, de nouvelles opportunités.

Plus affirmée, parce que les entreprises membres d'EpE avancent et ont des réalisations à montrer, engagées à la fois à être pionnières et diffuser leurs meilleures pratiques environnementales.

Plus visible, parce que l'association se veut plus que jamais lieu de dialogue entre les entreprises et leurs parties prenantes.

**Nouvelle image, nouvelle année, meilleurs vœux à tous pour 2011 !**

Claire Tutenuit  
Délégué général



### Trois questions à

**Bruno LAFONT,**  
Président-  
Directeur général  
de LAFARGE

#### Quelles sont vos priorités en matière d'environnement ?

L'environnement, comme la santé et la sécurité, est une priorité du groupe en raison de la nature de nos activités et de notre empreinte environnementale.

C'est donc, et depuis plusieurs années, une réponse multiforme que nous apportons : diminution de nos émissions de CO<sub>2</sub> soit par l'utilisation de combustibles d'origine non fossile soit par la création de bétons plus économes en ciment et donc en CO<sub>2</sub>, réductions des autres émissions comme le NO<sub>2</sub>, le SO<sub>2</sub> et les poussières, protection et développement de la biodiversité sur nos sites, management de l'eau, cycle de vie de nos produits... Tous ces chantiers sont prioritaires.

#### Comment comptez-vous limiter l'empreinte environnementale de votre secteur ?

A l'origine de 5% des émissions mondiales, le ciment est un produit de base du développe-

ment. Notre stratégie consiste à inciter le secteur entier à s'engager dans des actions volontaires d'amélioration, à travers la Cement Sustainability Initiative (CSI) du World Business Council for Sustainable Development (WBCSD). Sous ma co-présidence, cinq importants cimentiers chinois ont rejoint le CSI. Ainsi, le plus grand marché du ciment - 50 % de la production mondiale - est pour la première fois représenté au sein du CSI.

Nous travaillons aussi sur les cycles de vie des ouvrages : nos produits pour la construction contribuent à l'efficacité énergétique des bâtiments, et sont améliorés en ce sens.

#### Quels produits à faible impact environnemental prépare Lafarge ?

Nous consacrons beaucoup de moyens à la recherche sur de tels produits : ainsi Aether®, en cours de développement, est un nouveau clinker, élément de base du ciment, avec 25% de CO<sub>2</sub> en moins, Thermedia® est un béton qui a une conductivité thermique trois fois moins élevée que celle d'un béton standard, le Ductal® permet d'économiser 35% de matières premières...

Nous voulons produire toujours mieux en terme d'environnement tout en cherchant à permettre un accès de tous à nos produits, ce qui est fondamental quand on pense que 4 milliards de personnes dans le monde sont encore logées de façon précaire.



### Trois questions à

**Alain BENICHOU,**  
Président d'IBM  
France

#### Pour IBM, qu'est ce que protéger l'environnement ?

Pour nos opérations internes, nous privilégions trois axes : les économies d'énergie, l'élimination de substances dangereuses et le recyclage, 75% des matériaux que nous utilisons en sont issus. IBM a été la première entreprise ISO 14001 certifiée sur tous ses sites et est classée première par Newsweek Green Rating.

Mais protéger l'environnement c'est aussi aider nos clients dans leurs propres démarches et là nous proposons l'optimisation des coûts, la transformation et l'évolution du business model et le développement de systèmes intelligents. Pour y répondre, IBM apporte conseil, logiciels et infrastructure.

#### Pouvez-vous préserver l'environnement tout en réduisant les coûts de vos services ?

Prenons l'exemple des centres de calcul. En France avec six milliards de kWh, ils représentent 6% de la facture énergétique. Le critère de performance d'un centre est devenue la consommation d'énergie.

Or beaucoup sont sous-utilisés, parfois à 10% seulement de leur capacité. La consolidation des ressources par le « cloud computing » est donc un gisement à fort potentiel économique et écologique et IBM y a investi 300 millions d'euros en France. C'est aussi un exemple de situation où la possession d'un produit peut être

remplacée par la fourniture d'un service. L'économie d'énergie globale attendue est estimée à 30% mais elle peut dépasser 75%, avec une surface utilisée qui diminue de moitié.

#### Pouvez-vous donner des exemples de système intelligent au service de l'environnement ?

L'île de Malte a bâti un réseau d'eau et d'électricité qui intègre 250 000 compteurs intelligents. Ce système permettra de détecter les fuites : IBM pense pouvoir ainsi économiser 80% des pertes. Il sera également possible de mettre en place des tarifications flexibles qui aideront à mieux contrôler la consommation.

Les péages urbains, la traçabilité des produits par les étiquettes RFID sont d'autres exemples où l'intelligence est mise au service de la planète. Nous y voyons une mission ambitieuse pour IBM.

# Le carbone, « nouveau monde » pour les entreprises ?



Suite aux conférences de Copenhague et Cancun, beaucoup d'entreprises concernées par les mécanismes de contrôle des émissions s'interrogent. La gouvernance mondiale du climat semble faire appel davantage à des mécanismes financiers et à l'initiative privée qu'à des engagements contraignants entre Etats. Une mosaïque de plans nationaux soumet en revanche les entreprises à des obligations variées d'un pays à l'autre. L'aide aux pays en développement se structure avec la création d'un mécanisme de transfert technologique et d'un « fonds vert », qui suppose une coopération plus forte entre le secteur privé et les pouvoirs publics.

De nombreuses entreprises membres d'EpE devraient voir leur activité affectée d'une manière ou d'une autre par ces différents dispositifs.

Les industriels grands émetteurs (ciment, acier, verre) habitués à des contextes relativement stables, demande physique de matériaux ou état des capacités de production, pourraient voir leurs charges s'alourdir sensiblement sans pouvoir toujours les répercuter vers leurs marchés aval ; ils sont confrontés au risque, nouveau pour eux, d'un coût de production dont la logique est instable.

Les énergéticiens, habitués à gérer des intrants aux prix variables (pétrole, gaz ...), ont l'expertise et les instruments appropriés pour ce faire et sont déjà acteurs des marchés du carbone ; mais l'articulation entre la finance carbone et les politiques nationales passe par de nouveaux modèles de production et de consommation et leur acceptabilité sociale.

Les entreprises qui investissent dans les technologies d'économies d'émissions (captage et stockage du CO<sub>2</sub>, énergies renouvelables, matériaux nouveaux,...) sont en demande d'une visibilité de long terme sur leur rentabilité.

Plus généralement les investisseurs dont l'activité est fondée sur la décarbonation s'expriment sur le fait que celle-ci ne se fera pas sans un « signal prix » dont la forme reste à déterminer mais dont l'amplitude doit être significative. Le monde financier peut-il fournir un tel signal ?

Le monde financier sera ainsi sollicité pour des besoins nouveaux de couverture de risques et pour de nouveaux outils de gestion des actifs carbone construits en parallèle des politiques nationales.

Cette diversité de positionnements des entreprises est représentée au sein d'EpE, ce qui en fait un lieu privilégié de dialogue et de réflexion sur les questions que soulève le développement de la gouvernance mondiale du carbone. Modes de création de quotas, logiques de prix, mécanismes permettant le lien entre marchés et réglementation, instruments de financement, produits dérivés permettant des formes variées de gestion du « risque carbone », quelles vont être les structures et logiques émergentes de cette nouvelle sphère de l'économie ? Quelles sont les contraintes et opportunités qui lui sont associées et quelles doivent être les stratégies à mettre en place pour y répondre ? Les membres d'EpE y travaillent ensemble.

Damien Leonard

## Dialogues

### Un Bureau renouvelé :

**M. Henri Proglia**, Président d'EDF,  
**M. Michel Rollier**, Co-gérant de Michelin et  
**M. Hervé Bourrier**, Directeur Général d'ArcelorMittal France, rejoignent le Bureau d'EpE en qualité de vice-présidents.

### Climat-Energie

Damien Leonard a représenté EpE lors de la Conférence de l'UNFCCC à Cancun début décembre.

### Environnement-Santé

EpE a publié une brochure sur « La surveillance biologique des expositions aux substances chimiques », et l'a présentée au public lors d'un petit-déjeuner le 7 décembre dernier, dans les locaux de Solvay et en présence de **M. Guillaume Bucco**, Directeur de Solvay en France et Vice-président d'EpE. Solvay et Séché-Environnement ont présenté leurs expériences en la matière. Le document est téléchargeable sur le site internet d'EpE [http://www.epe-asso.org/index.php?part=publi&id\\_rap=105](http://www.epe-asso.org/index.php?part=publi&id_rap=105).

### Biodiversité

Le colloque Business & Biodiversité du 19 octobre a été un succès, malgré la grève des transports, rassemblant plus de 300 personnes au Muséum National d'Histoire Naturelle.

EpE participe à la révision de la Stratégie Nationale pour la Biodiversité.

### EpE a participé aux jurys de plusieurs prix sur l'environnement :

- les Trophées du Mécénat d'entreprise pour l'environnement et le développement durable organisés par le MEDDTL ;
- Les Sceptres d'Or du développement durable, organisés avec le support de plusieurs membres d'EpE, notamment Primagaz et BNPParibas ;
- la catégorie « Biodiversité et entreprises » des Prix Entreprises & Environnement remis par le MEEDDM lors de Pollutec 2010.

### Du côté du WBCSD

Le WBCSD a organisé un Business Day à Nagoya sur la biodiversité, et y a donné place au message d'engagement des dirigeants des membres d'EpE et de leurs partenaires, approuvé lors du colloque Business & Biodiversity du 19 octobre.

Le Business Day organisé sur le climat à Cancun a été l'occasion de demander que la gouvernance mondiale du climat en cours d'élaboration prenne mieux en compte les apports possibles des entreprises.

### Les membres d'EpE

ALLIANZ • AIR FRANCE • AIR LIQUIDE  
ARCELORMITTAL • AREVA • APRR • AXA  
• BASF • BECITIZEN • BNP PARIBAS  
• CAISSE DES DEPOTS • CIMENTS CALCIA  
• COCA-COLA ENTREPRISE • DELOITTE • EADS  
• EDF • EIFFAGE • GDF SUEZ • IBM FRANCE  
LA POSTE • LAFARGE • MARSH • MICHELIN  
• MOBIVIA • PRIMAGAZ • PSA  
RATP • RENAULT • REXEL • RHODIA • RTE  
SAINT-GOBAIN • SANOFI AVENTIS •  
SCHNEIDER ELECTRIC • SECHE ENVIRONNEMENT  
SIA CONSEIL • SNCF • SOCIETE GENERALE  
• SOLVAY • SPIE BATIGNOLLES • SUEZ  
ENVIRONNEMENT • TOTAL • VALLOUREC  
VEOLIA ENVIRONNEMENT • VINCI



### La Lettre d'EpE N°19 - Janvier 2011

Retrouvez cette lettre et tous les travaux d'EpE sur [www.epe-asso.org](http://www.epe-asso.org)

Directeur de la publication : Claire TUTENUIT  
Périodicité : lettre trimestrielle, ISSN : 1779-2339  
50, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 PARIS  
Tél : +33 1 49 70 98 50 - Fax : +33 1 49 70 02 50  
Abonnement - désabonnement : [lalettre@epe-asso.org](mailto:lalettre@epe-asso.org)  
Imprimé sur papier recyclé ou sur votre papier